

5
SPECIAL
1^{ER} MAI

الجالية المغربية

AL-JALIA

ORGANE DE L'ASSOCIATION DES MAROCAINS EN FRANCE
SECTION GENNEVILLIERS - ASNIERS

* VIVE LE 1^{ER} MAI *

≡ MALGRE LA REPRESSION,
LA DEMAGOGIE, LA LUTTE DU
PEUPLE MAROCAIN CONTINUE

L'IMPERIALISME LE SIONISME ET LA REACTION

1 ER MAI 1978 nous signifie comme tous les ans depuis 1886, le jour où l'ensemble des peuples du monde, à leur tête la classe ouvrière, expriment leur combat historique contre les forces impérialistes et réactionnaires qui maintiennent le joug de l'exploitation et de la répression contre l'émancipation des travailleurs.

Les masses laborieuses commémorent cette année le 1er Mai dans une situation caractérisée par le fossé qui se creuse de plus en plus entre d'une part, l'enrichissement de la bourgeoisie détenant politiquement le système économique capitaliste et d'autre part, les masses prolétaires qui voient de jour en jour leurs conditions d'existence se détériorer, leurs libertés menacées et leur dignité bafouée.

L'ennemi principal des peuples de notre époque, le capitalisme-impérialiste ayant essuyé sa défaite décisive dans son intervention armée directe - Indochine, Afrique, Amérique Latine -, contre les pays du Tiers Monde qu'il a ruinés, maintient actuellement sa même stratégie de pillage et de domination par une nouvelle tactique, plus sournoise, rigoureusement appliquée par ses agents locaux formés à ce triste dessein par ses soins. Ainsi dans le monde arabe, la nature sanguinaire des états bourgeois s'est vue du jour au lendemain, miraculeusement investie par une terrifiante dimension démagogique exécutée comme à l'accoutumé par la réaction arabe au Moyen-Orient et illustrée par la trahison de Sadate qui a encouragé l'intervention de l'ennemi sioniste au Sud-Liban et sa tentative de liquider la résistance du peuple palestinien. Ainsi aussi, c'est dans le même plan que s'inscrit le complot exécuté par la minorité détenant le pouvoir au Maroc. Par le même stratagème, elle a réussi "l'unanimité nationale", tout en renforçant ses appa-

reils de répression. Elle s'est livrée à une guerre, qu'elle aurait voulu de génocide, au Sahara Occidental, en faisant payer le prix au peuple marocain.

La conséquence la plus immédiate que fait peser la désastreuse politique du régime tortionnaire est la menace de la guerre entre les peuples frères de la région et l'injustifiable intervention directe de l'armée française au Sahara. Le peuple marocain, non concerné par la guerre fratricide et abusé par le même pouvoir qui a marchandé la pseudo-indépendance n'aura pas signé le pacte de "paix-sociale" présenté par la classe au pouvoir sous la bénédiction de la sacro-sainte alliance nationale. Au contraire ! les luttes populaires généralisées clarifient la scène de combat. Combat qu'au sein de la classe ouvrière en France, les travailleurs immigrés marocains continuent avec leur organisation l'Association des marocains en France jouant un rôle de plus en plus important dans la remise en cause du système d'immigration même, à travers toutes les luttes qu'ils mènent, soit pour améliorer leurs conditions de vie et de travail et contre les mesures répressives et d'expulsion, soit pour se libérer de l'appareil policier marocain qui les poursuit jusqu'en Europe par le truchement des "amicales" fabriquées par le Patronat et par le régime réactionnaire du Maroc.

Dans la crise profonde que traverse le capitalisme en France, la bourgeoisie tente actuellement la liquidation collective et organisée de l'immigration par les mesures Stoléru sous la répression implacable du Ministère de l'Intérieur menaçant gravement les organisations et les militants immigrés.

C'est en ce sens que l'Association des Marocains en France, appelle

l'ensemble des forces progressistes et l'opinion démocratique pour :

- dénoncer les mesures Stoléru et exiger leur abrogation,
- l'arrêt immédiat de la répression et les expulsions dont sont victimes quotidiennement les travailleurs immigrés,
- pour l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés

Exigeons la dissolution des organisations policières marocaines : "les Amicales"

ET QUE VIVE LA SOLIDARITE DES PEUPLES CONTRE L'IMPERIALISME LE SIONISME ET LA REACTION .

PAR NOTRE LUTTE NOUS ARRETERONS LES VAGUES D'EXPULSIONS

ET LA REPRESSION POLICIERE

Expulsé le 29 Octobre, Saïd SMIHI militant de l'Association des Marocains en France et de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc, est de retour en France.

L'Association des Marocains en France l'Union Nationale des Etudiants du Maroc, et l'ensemble des forces démocratiques ne pouvaient être dupes des motifs invoqués par le Ministre de l'Intérieur, les véritables motifs s'inscrivaient dans le cadre des mesures répressives à l'égard de l'immigration en France, des tentatives de dissolution de leurs associations démocratiques et de la collaboration franco-marocaine, nous ne pouvions donc accepter le fait accompli. A travers le cas de Saïd SMIHI et des sept autres expulsés du 29 octobre 1977, la campagne de mobilisation et de protestation avait pour but de dénoncer les mesures scélérates contre l'immigration, les atteintes aux libertés démocratiques et aux droits de l'homme de lutte pour la défense des droits des étrangers en France.

Après six mois de mobilisation, de protestation, une large campagne réunissant les forces démocratiques, des échos dans la presse, le recours juridique devant le conseil d'Etat et aucune suite n'a été donnée à cette affaire.

GREVE DE LA FAIM

Pour rompre le mur de silence sur lequel comptaient les autorités françaises, Latifa SMIHI, militante de l'association des marocains en France et de l'union nationale des Etudiants du Maroc, a décidé le 4 AVRIL 1978 d'entamer une grève de la faim illimitée pour le retour de son mari Saïd SMIHI, mais également pour manifester en tant que femme marocaine et immigrée son refus et sa révolte contre l'injustice.

L'association des Marocains en France l'U.N.E.M. et le Comité de Lutte contre la répression au Maroc ont aussitôt apporté leur soutien total à cette grève, ils ont été à l'initiative de la création du Comité pour le Retour de Saïd SMIHI, le soutien et la mobilisation n'ont pas tardé à s'organiser.

Les organisations démocratiques politiques et syndicales de gennevilliers, asnières, villeneuve la garenne, ont aussitôt rejoint l'action. Des interventions de député de délégation ont été faites à tous les niveaux : ministère, préfecture (assemblée Nationale); dans les usines à CHAUSSON, RENAULT, THOMSON, KLEBER, sur les marchés, les travailleurs français et immigrés étaient là pour renforcer, mobiliser, participer à la

source de travail, tous se retrouvaient pour préparer les actions, discuter, et soutenir.

A Paris comme dans d'autres villes en France, les sections de l'UNEM, l'A.M.F., et des Comité de Lutte contre la répression ont entrepris les mêmes démarches : rassembler les forces démocratiques, oeuvrer pour l'annulation de cette mesure arbitraire.

Des organisations d'étudiants, de travailleurs marocains en Belgique, Hollande, Suède et en Allemagne ont tenu également à soutenir cette action et à mobiliser l'opinion démocratique de ces pays autour des problèmes de l'immigration. Les autorités concernées ont du recevoir des centaines de télégrammes, de motions de protestation. La presse a suivi et a fait écho de cette campagne.

Cette pression constante, cette large mobilisation, l'unité de l'ensemble des forces démocratiques, la détermination des militants de l'A.M.F. de l'U.N.E.M., de tous, à faire aboutir cette action, l'impossibilité pour les autorités de justifier les motifs de cette expulsion, ont arraché le 13 AVRIL l'abrogation de l'arrêté d'expulsion et par leur mobilisation, leur vigilance.

Ils ont assuré l'application effective de cet arrêté et le rétablissement de Saïd SMIHI dans tous ses droits.

UN SUCCES CERTAIN, MAIS

Ce succès contre l'arbitraire a été arraché durement et grâce à une large mobilisation à l'union de toutes les forces démocratiques. C'est un succès certes, mais il ne faut en aucun cas nous éblouir, les problèmes des travailleurs immigrés sont nombreux, ils restent entièrement posés, des expulsions ont été annulées, des centaines se décident tous les jours.

Aujourd'hui, du fait de l'aggravation de la crise du capital, les travailleurs immigrés constituent la première cible du Patronat. Ceux là même qui ont fait appel à cette "main-d'oeuvre étrangère"

pour répondre aux besoins économiques, pour une exploitation encore plus féroce de la classe ouvrière, veulent aujourd'hui lui faire assumer la responsabilité et les conséquences de leur politique. Pour cela tous les moyens sont bons : en France, les patrons, l'administration, les forces de l'ordre, les groupes fascistes... même les consulats et les autorités de certains pays d'origine prennent la relève.

L'escalade contre l'immigration orchestrée : Loi STOLERU, sous prétexte qu'il ya du chômage, on licencie les immigrés, on leur "propose une aide au retour", on fait miroiter le million, on trompe, on sème la division et on organise les campagnes racistes. Aussi les expulsions massives s'organisent : les circulaires d'application assurant le bon fonctionnement de ce piège, s'étalent sur les bureaux du service du personnel dans les entreprises, dans les agences pour l'emploi, et également dans les préfectures.

Le patron licencie, l'Agence de l'emploi ne trouve plus d'employeurs, et les préfectures exigent des fiches de paies, et se contentent de refuser les cartes de séjour.

On se hâte de faciliter et d'assurer la rapidité des expulsions : les procédures d'urgences, les prisons clandestines, centre ARENC ; les fouilles dans le métro, les cafés, les provocations deviennent quotidiennes sous prétexte de renforcer la sécurité, c'est un climat de terreur, d'insécurité qu'on sème, les prétextes ont été préparés à l'avance, chômage, carte de séjours de trois mois

Tous les prétextes sont bons pour le "passage à tabac", au commissariat du coin, ou à l'ARENC, il n'y a qu'un pas.

Pour parachever ce plan scélérat, pour décider les irréductibles, des bandes fascistes sont là elles s'appellent Charles MARTIN.. ALPHA..., c'est les cocktails molotov contre les foyers d'immigrés, les assassinats de BEL AID SMAIL et d'autres.

Rien n'a été oublié, la loi 1901 autorisant la constitution d'associations de travailleurs immigrés est opérante, on trouve l'astuce, on ressort la loi décret 1939, celle là même qui a été promulguée contre l'existence de groupes nazis, aujour-

d'hui on veut en faire une arme contre les associations démocratiques des travailleurs immigrés, on exige la neutralité politique, on expulse pour rien, pour un délit d'opinion, on interdit le droit d'association, DEMAIN peut-être le droit d'être syndiqué.

Dans les perspectives économiques de demain, on ne peut donc que s'attendre à une aggravation de la situation des travailleurs immigrés. C'est pour cela que si la lutte pour le retour de Said SMIHI est un succès, elle ne revêt son importance que parce qu'elle s'inscrit dans le cadre des luttes menées par l'A.M.F. et parce qu'elle donne la preuve éclatante que la

victoire est possible, cette victoire on ne peut l'obtenir que si on renforce nos rangs au sein de notre association, que si on la consolide et qu'on élargisse sa base. La Victoire ne peut s'obtenir également que par une action commune des travailleurs immigrés et travailleurs français avec l'ensemble des forces démocratiques politiques et syndicales.

C'est les leçons que nous avons tirées de cette campagne, pour nous donner un acquis principal, qu'on se donne pour tâche d'enrichir en poursuivant notre action dans le sens de contrecarrer la politique anti-immigrés, les expulsions et d'oeuvrer pour l'unité d'action.

MALGRE LA REPRESSION ET LA DEMAGOGIE LA LUTTE SE POURSUIT AU MAROC

Notre pays a connu cette année et particulièrement ces derniers mois une accentuation de plus en plus grande de la crise que vit le régime, résultat de la dépendance de celui-ci vis-à-vis du capital étranger qui domine largement notre économie nationale et se livre au pillage de nos richesses et à l'exploitation des masses laborieuses qui supportent tout le poids de la crise.

Ainsi, notre peuple vit une situation de plus en plus insupportable, du fait de la hausse vertigineuse du coût de la vie, du manque même de certaines denrées alimentaires de base, de l'augmentation des impôts, l'accroissement de la sélection dans l'enseignement malgré le fort taux d'analphabètes, l'accentuation du chômage et l'étouffement de toutes les libertés démocratiques élémentaires.

A titre d'exemple sur la hausse des prix :

- 1 kg de tomates 3dh à 3dh50 (1 dh = 1F10)
- pommes de t. 1Dh 70 à 2DH

Dans certaines régions ces 2 légumes sont même introuvables ! le thé devient parmi les denrées les plus rares, comme la farine dont l'achat nécessite aujourd'hui de longues queues devant les épiceries.

Cette situation est accompagnée par l'immobilisation des salaires (pour ceux qui ont déjà un travail fixe) et dans certains secteurs les fonctionnaires n'ont pas reçu leur paye pendant plus de 3 mois en raison du déficit énorme dans la balance de paiement et de l'augmentation des impôts sur les revenus qui touche surtout les petits commerçants.

Ce sont les couches les plus dominées de notre peuple, qui en général, supportent le poids de cette crise, ce qui accentué le mécontentement général et poussé à l'élargissement du mouvement de lutte qui a touché tous les secteurs. Parmi les luttes les plus récentes on cite la grève des mineurs de Khouribgwa et qui a duré plus de 2 mois avec des arrêts; les revendications principales des mineurs étaient : - l'augmentation des salaires - l'amélioration des moyens de

- transport et des conditions de travail
- contre les provocations de l'administration et les interventions de la police,
- pour les droits syndicaux
- l'arrêt des expulsions
- la libération des syndicalistes arrêtés pendant la grève, arrestations qui visaient à faire pression sur les travailleurs et endiguer leur mouvement de lutte.

Une autre grève a été déclenchée par les enseignants aussi bien du primaire du secondaire que de l'enseignement supérieur dernièrement.

A Agadir, un large mouvement de grève est mené depuis 2 mois par les pêcheurs de cette ville et se poursuit actuellement en s'élargissant aussi aux pêcheurs de Casablanca et d'El Jadida

Dans le secteur des transports, aussi bien urbain (autobus, taxis,) que routiers (camions), plusieurs grèves ont été observées pour protester contre l'augmentation du coût de la vie, en face des faibles salaires et contre la campagne de gendarmes et de la police qui retire les permis de conduire aux chauffeurs pour la moindre faute de route, en plus de la corruption constante.

Ce qui a entraîné les chauffeurs de Tétuan à organiser une manifestation qui a été largement suivie par la population de cette ville. Les forces de répression n'ont pas hésité, bien sûr, à intervenir rapidement pour disperser les manifestants et en arrêter quelques uns.

C'est également avec férocité que la police est intervenue dans la manifestation des femmes, organisée dans la région d'Agadir, pour protester contre le projet de leur transfert du village où elles résident à une autre région;

Le meilleur exemple qui montre, s'il en est besoin, le caractère systématique et sauvage de la répression qu'exerce le pouvoir réactionnaire sur les masses populaires, était l'interdiction aux habitants d'un village dans la région de Marrakech de se regrouper, comme à l'accoutumé, en une manifestation religieuse, dans une situation de sécheresse que connaît cette région; cette agression des forces de répression s'est transformée en affrontement avec les manifestants et a fini par

plusieurs arrestations et de nombreux blessés.

La jeunesse scolaire (étudiants et lycéens) affronte la même répression mais qui n'a pu arrêter le mouvement de lutte et de grève tout au long de l'année scolaire en cours, contre la politique de ségrégation dans l'enseignement et le manque déplorable

des enseignants; pour la généralisation des bourses, pour le logement universitaire pour tous, l'amélioration des repas en restaurants Universitaires et contre la répression; pour le droit syndical notamment le retour à la légalité de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc et la libération de tous ses responsables et militants. Les grèves ont par ailleurs exprimé la solidarité agissante des Etudiants avec les détenus politiques, qui de leur côté ont participé à ces luttes populaires par leur grève de la faim qui a duré plus de 40 jours et durant laquelle a été décédée la militante Saïda MNEBHI.

Dans ce cadre également, et dans la poursuite de la lutte pour exiger la reconnaissance du statut de détenus politiques, les détenus de la prison de Meknès mènent une grève de la faim qui dure depuis le 12/4/78, pour protester contre les conditions de détention et exiger la tenue d'un procès (puisqu'ils sont en détention sans jugement depuis mai-juin 77 et subissent la torture sauvage).

L'immigration marocaine à l'étranger et surtout en Europe, connaît quand à elle des problèmes spécifiques résultat de l'exploitation et de l'oppression capitalistes qu'elle subit du patronat et des organisations racistes.

La lutte des travailleurs immigrés marocains s'intègre dans la lutte de l'ensemble des couches de notre peuple (voir l'article sur l'immigration dans ce journal). Tous ces exemples de lutte montre d'une manière claire la nature anti-nationale, anti-populaire de la classe au pouvoir, malgré la propagande mensongère avec laquelle elle essaie de le masquer.

Dans cette situation, qui nécessite pas un plus long développement, puisqu'elle est vécue quotidiennement par notre peuple, où sont les libertés démocratiques ? Où sont des droits de l'homme ? où est la dignité de l'homme ?

Une seule voie pour arracher ces droits, celle de la lutte, et c'est ce qu'exprime les mouvements de lutte des masses populaires des héritées

7

dans notre pays. Ouvriers, paysans, fonctionnaires, petits commerçants, étudiants, lycéens, femmes et prisonniers politiques, par leurs luttes montreront à tous qu'ils refusent et combattent la classe au pouvoir dans notre pays et ses maîtres impérialistes.

Leur combativité, dans la situation

actuelle, est une démonstration claire et orientée qu'aucune agouille sur une soi-disante démocratisation ou "unanimité nationale" ou propagande et promesse mensongères sur l'amélioration de leurs conditions de vie, ne sauront les dévier de leur lutte pour le véritable changement.

ACTIVITES DE LA SECTION

11 Avril 1977

Film : La cité des morts.

Ce film sur la situation du peuple égyptien dominé par une minorité à la solde des intérêts étrangers a été présenté par notre association à la bourse de travail de Gennevilliers et au foyer de SONACOTRA

25 Mars 77

Commemoration du 23 Mars 65

Très nombreux, les travailleurs marocains ont commencé l'insurrection de Mars 65, insurrection du peuple contre ses oppresseurs et leur politique anti-nationale.

8 Avril 77

Pour le soutien de la grève de la faim de Latifa Smihi, notre association et l'union nationale des étudiants du Maroc ont animé la soirée du 8 Avril par des chansons, des poèmes, et du théâtre ... 500 personnes sont venues participer et soutenir notre action.

12 Avril 77

La conférence sur la situation au Sud Liban, et dans les territoires occupés, présentée par un militant du Front démocratique pour la libération de la Palestine, a réuni 200 personnes.

15 Avril 77

À l'appel du Comité pour le retour de Saïd SMIHI notre association a participé à l'organisation d'un colloque sur la situation de l'immigration, et la nécessité de contrecarrer les mesures répressives à son encontre.

Les organisations participantes: AMF, CGT, CFDT, AAE, ASTI, MRAP, MTI, CUEFI, Comité anti-éxpulsion...

Le débat a fait ressortir la nécessité de renforcer le travail unitaire pour contrecarrer la politique anti-immigrés des autorités françaises.

18-19 Avril

LE Retour de Saïd SMIHI:

Après l'annulation de l'arrêté d'expulsion, notre camarade a été accueilli à son retour par notre association, l'UNEM, des délégations de la CGT, de la CFDT, du Parti communiste français, du PSU, du comité de soutien, du Député des Hauts de Seine, des représentants de la municipalité de Gennevilliers.

Une conférence de presse s'est tenue le lendemain avec la participation des organisations et personnalités précitées, qui ont tenu à dénoncer encore une fois la politique anti-immigrés des auto-

rités françaises et leur détermination, à renforcer la lutte dans l'unité.

Elles ont exigé l'application de l'abrogation des arrêtés d'expulsion des autres camarades expulsé le même jour.

22 Avril 77 Meeting:

A l'appel de toutes les organisations (voir ci-dessus) qui ont soutenu l'action menée par l'association des Marocains en France, l'Union Nationale des étudiants du Maroc, et les Comités de lutte contre la répression au Maroc, 500 personnes sont venues fêter le Retour et le rétablissement de Saïd SMIHI dans ses droits.

Les interventions et les messages ont souligné le succès de la campagne et la nécessité de continuer la lutte dans l'unité pour imposer et arracher les droits des travailleurs immigrés.

Sport:

L'équipe de football de l'association a joué à Orsay avec les étudiants Marocains, à Gennevilliers avec la même équipe, au Mureaux avec l'équipe locale.

Les résultats ont été les suivants
Etudiants Marocains 2 AME 2
AMF 2 Etudiants Marocains I
Les Mureaux 2 AME 6